

Disponible sur le Web :

<http://www.larecherche.fr/actualite/aussi/orstom-quete-nouvelle-identite-01-05-1997-82619>

L'orstom en quête d'une nouvelle identité

et aussi - 30/04/1997 par Jacques-Olivier Baruch dans **mensuel n°298** à la page 31 (1917 mots) | Gratuit

Le milliard de francs dépensé chaque année dans l'ex-Office de la recherche outre-mer est l'objet de discussions et de convoitises. Mille six cent neuf agents statutaires sont concernés.

Audits externes et internes multiples, féroce appétit de son faux frère le CIRAD* envers son secteur agronomique, de l'Institut Pasteur pour la santé et d'autres organismes pour le reste, l'ORSTOM* est au centre de multiples sollicitations. Pour son bien ? Pour celui de la recherche française au service du développement, selon toutes les personnes concernées. L'ORSTOM n'en est pas à sa première réforme, à son premier examen de passage, ni même à son premier procès. Tous les six ans la rechute est inévitable. Et sa névrose originelle se réveille aussitôt.

Névrose vieille de plus d'un demi-siècle, quand l'institut avait pour nom Office de la recherche scientifique coloniale. « *Il est vrai qu'on a toujours eu du mal à se défaire de cette image* » dit Jean Nemo, l'actuel directeur général. Le concept de colonie s'est transformé en coopération et c'est sous la double tutelle des ministères de la Coopération et de la Recherche que l'ORSTOM cherche sa voie. Avec, pour le pré carré africain, l'oeil toujours vigilant de l'Elysée. L'ambiguïté rend les orstomiens schizophrènes, tiraillés entre l'aide au développement et les critères de la communauté scientifique internationale. La notion même de recherche sur le développement fluctue d'un interlocuteur à l'autre. Implique-t-elle un assistanat pour améliorer les conditions de production locale, est-ce un moyen de former une élite culturelle ? François d'Aubert, secrétaire d'Etat à la Recherche, fustigeait l'année dernière l'ORSTOM en Equateur, ses recherches ne créant apparemment pas d'emplois... Pourtant dans ce pays l'organisme avait six mois auparavant aidé à créer Infoespacio, entreprise destinée à diffuser le Système d'information géographique Savane.

« *Il faudrait savoir comment les pouvoirs publics veulent nous positionner, entend-on à tous les échelons de l'organisme. Les tutelles sont comme nos partenaires étrangers, incapables d'énoncer des objectifs clairs.* » Ce défaut

à l'avantage de laisser à l'ORSTOM une marge de manoeuvre qu'il espère bien conserver malgré les coups de volant. Les orstomiens ont appris à se serrer les coudes, à se refermer sur leur corps multiple... et à mouler les nouveaux venus dans l'esprit maison, même lorsqu'il s'agit Jean Nemo d'un ancien directeur au ministère de la Coopération.

Jusqu'à 1984, date de sa transformation en EPST*, signifiant l'intégration de l'ORSTOM dans le dispositif de recherche français, les nouveaux chercheurs étaient pris au berceau, vers 23 ans, après la licence ou la maîtrise. Ils suivaient un chercheur senior dans ses pérégrinations tropicales, préparaient leur thèse, puis étaient lâchés dans les centres permanents qui jalonnaient la présence française dans les pays francophones. Des générations d'éthologues, d'hydrologues, d'ethnologues, de sociologues ont été formés sur ce modèle à visée tiers-mondiste. Très mobiles, qualité rare pour des chercheurs français, ils ne restaient pas plus de quelques années dans la même région. A moins de fonder une famille et de s'installer dans le pays d'accueil... La majorité de ces anciens sont aujourd'hui retraités ou en passe de l'être.

Après la réforme des statuts qui suivit la consultation nationale de 1982, le modèle est devenu le CNRS avec ses commissions scientifiques et son évaluation académique. Plus de formation spécifique : l'heureux intrant cinq ou six par an aujourd'hui est déjà docteur. Il a environ 28 ans et n'est plus si souvent célibataire. Les missions d'expatriation sont plus difficiles à gérer. « *La réforme de 1984 a eu un effet pervers* », regrette Henri Poupon, représentant de l'ORSTOM au Mexique. *Alors que les objectifs restaient identiques, la formation et la méthode d'évaluation des chercheurs ont changé.* » Comment concilier objectifs de développement et recherche fondamentale, publications internationales et brevets - seules méthodes d'évaluation reconnues par les organismes de recherche classiques ? « *Un tiers de notre travail est du contact. Les recherches effectives occupent un autre tiers et, enfin, il faut rédiger la littérature grise, à la rigueur une publication, puis sans cesse expliquer notre travail et ses conséquences, à la population et ses dirigeants.* »

Depuis plus de dix ans, des comités *ad hoc* réfléchissent à ce problème d'évaluation, sans résultat. Il est vrai qu'en valorisation ce n'est pas la panacée. Jean-Anne Ville a été mise à disposition par l'ANVAR pour impulser aux orstomiens le réflexe « valorisation ». « *Auparavant nous déposions un brevet tous les quatre ans. Ces cinq dernières années, nous en avons accumulé une trentaine* » dit-elle. Autres indicateurs : les bourses CIFRE* se comptent sur les doigts d'une main, les contrats avec les

entreprises ne rapportent qu'environ 4 MF par an. L'ORSTOM est un « établissement de recherche pluridisciplinaire à finalité définie ». Soutenue par les recherches amont et les sciences sociales, l'ingénierie de terrain semble mieux armée. C'est elle qui rapporte les contrats. Question publications à audience internationale, la moyenne annuelle est évidemment basse : moins de 0,7 % de l'effort français. Pourtant les orstomiens se disent chercheurs à part entière, intégrés pour beaucoup dans la communauté internationale. L'ORSTOM vit sur ses acquis. Les nouveaux champs d'exploration sont laissés à l'abandon. Exemple, l'énergie solaire. Dans un colloque organisé par l'Académie des sciences début novembre, aucun orstomien n'était invité. « *Ils n'ont personne sur le sujet* » répond le biologiste de l'INRA, Georges Pédro, qui a tenté de convaincre l'organisme de participer.

Pourtant l'énergie est un facteur déterminant du développement des pays du Sud, pour la santé et l'alimentation, contre la désertification et l'urbanisme sauvage. « *On ne peut pas tout faire* », se défend Jean Nemo. *L'histoire a façonné les limites de nos domaines d'excellence.* »

Jusqu'à la décennie d'indépendances, la priorité était aux inventaires de toutes sortes, minéraux, hydrologiques, végétaux ou animaux. Et aux grands travaux d'aménagement - parfois surdimensionnés. Comme à Conakry, en Guinée, où la mégalomanie coloniale voulut industrialiser la production de riz local. Elle fit défricher plusieurs centaines d'hectares de mangroves, des palétuviers blancs et rouges qui s'épanouissent sur le littoral dans les eaux saumâtres. « *Mais les racines des palétuviers rouges en putréfaction ont complètement acidifié le sol par le mélange du soufre fixé par les plantes et du sel marin* », analyse l'agronome guinéen Mamadou Sow. La production de riz se tarit aujourd'hui, même si des essais d'hybrides sont menés. Il avait fallu de plus drainer les surfaces, construire des canaux et des écluses pour rejeter l'eau dans la mer. Sous la présidence de Sékou Touré, tourné vers les pays de l'Est après le célèbre « non » à de Gaulle, la maintenance n'a pas suivi. On avait aussi omis de tenir compte du régime périodique d'envasement de la côte. « *Il aurait fallu dès le départ miser sur la recherche fondamentale et la prise en compte de la culture locale* », souligne l'hydrologue Jean-Luc Saos.

Plus de la moitié 53 % des 1 609 orstomiens, à quelques exceptions près tous français, aidés de 600 personnes recrutées localement, sont installés hors métropole, dans une vingtaine de pays. Le salaire de ces expatriés est confortable puisqu'ils perçoivent une indemnité basée sur le coût de la vie et l'insécurité régnant dans le pays hôte. Leur base officielle est le plus

souvent un simple bureau de représentation. Ils travaillent dans les structures locales, tandis que les centres « maison » sont en déclin. Beaucoup ont fermé, faute de combattants ou contraints par les autorités nationales, comme à Madagascar ou en Algérie, qui soupçonnaient une ingérence dans les affaires intérieures. « *Les gens de l'ORSTOM étaient vus comme refermés sur eux-mêmes, pillant les ressources, s'accaparant le savoir ancestral sans rien donner en retour* » déplore Abdourahmane Sow, professeur mauritanien à la faculté de médecine de Dakar. « *Il est vrai que les centres étaient quasiment autarciques. Ils formaient des enclaves avec dispensaire et pompes à essence, dirigés par un chercheur déchu en administrateur proconsul* », renchérit Bernard Hours, administrateur élu de l'ORSTOM. *Mais on a évolué. Même Dakar, le centre historique, s'est ouvert* voir l'encadré « Dakar, dernier bastion » ».

Les temps ont changé. Les Français ne sont plus qu'invités dans leurs anciennes colonies. Et assez mal perçus à cause des nouvelles lois sur l'immigration. Dans les nouvelles régions d'implantation - Amérique latine ou Sud-Est asiatique - la diaspora orstomienne s'est intégrée dans les organismes locaux. « *La coopération s'est transformée en une collaboration profitable à tous* », estime Henri Poupon Mexique. En Afrique, la tendance est la même. Les bailleurs de fonds publics internationaux et français aident en priorité les pays d'accueil. L'ORSTOM n'a plus les ressources internes nécessaires pour assurer seul le fonctionnement de ses programmes. Il faut négocier en s'insérant dans les paysages technique et scientifique du pays hôte. Certains y voient la vraie nature de l'organisme.

Où est l'avenir ? « *Les budgets publics, les contraintes de la globalisation poussent l'ensemble des processus de coopération à se serrer la ceinture* », dit Serge Arnaud, directeur du développement au ministère de la Coopération. Il a été question de saborder l'organisme. Pour Anne de Lattre, fondatrice du club du Sahel et présidente du Comité national de coordination pour la recherche au service du développement, « *l'ORSTOM n'est pas réformable* ». Le rapport qu'elle a rédigé avec l'aide de Bernard Bachelier, aujourd'hui directeur général du CIRAD - les orstomiens crient au complot -, a été discuté à l'automne 1996 par les deux tutelles. Sans suite.

Le gouvernement va finalement avaliser la réforme entreprise actuellement par Jean Nemo. Un contrat d'objectifs sera signé. Il repose sur la transformation des cinq départements scientifiques en cinq thématiques pluridisciplinaires et la constitution d'une vingtaine de grands programmes liés au concept à la mode de développement durable - la chance de l'ORSTOM. Tous les chercheurs devront s'y intégrer en acceptant de partir

moins souvent et moins longtemps en mission. Avec le risque de perdre du temps à nouer les bons contacts. « *Venir comme les Anglo-Saxons récupérer des données et aller les traiter chez soi, n'est-ce pas une formule plus « colonialiste » qu'avant ?* » se demande le microbiologiste Bernard Dreyfus, aujourd'hui à Montpellier.

Cela permettra en tout cas de gérer la baisse des effectifs. Cette année, six postes de chercheurs ont été supprimés, les disponibilités en ITA* sont réservés à l'intégration des hors-statut du Pacifique Sud. Pour Jean Nemo, 50 % des postes pourront à terme être réservés à la mobilité vers et en provenance des autres organismes. Les universités en profiteront. Le laboratoire Ermès qui a ouvert ses portes en mars à Orléans drainera vers l'enseignement supérieur 150 orstomiens. Le centre de Marseille, qui construit 2 000 m² financés par la ville et la région PACA, fera de même.

La dissolution pure et simple n'étant plus à l'ordre du jour, il eût été concevable de faire de l'ORSTOM une agence d'objectifs, avec pour rôle de fédérer et coordonner les recherches au service du développement. Mais il est prévisible qu'aucun institut ne lâchera une once de ses prérogatives. L'ORSTOM deviendra-t-il donc une agence de moyens ? En attendant, une direction générale renforcée sera chargée de soutenir la logistique de mission des autres organismes, comme on l'a vu cet hiver à Bangui République centrafricaine pour la campagne Expresso d'étude des feux de brousse et de leurs conséquences sur le climat. Les orstomiens dispersés dans les universités ou les autres organismes formeront une troupe d'experts dont beaucoup seront intégrés dans le FINES, le fichier national d'expertise scientifique que rassemble le secrétariat d'Etat à la Recherche. Le bureau d'étude ORSTOM-consultants se met déjà en place.

L'ORSTOM a jusqu'à la fin de son contrat d'objectifs, en 2001, pour convaincre du bien-fondé du milliard de francs investi chaque année par les pouvoirs publics. C'est court.

Par Jacques-Olivier Baruch